

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

DÉPARTEMENT
DE L'ARDÈCHE

ARRONDISSEMENT
DE PRIVAS

ARRÊTÉ DU MAIRE

N° 2026-01-08

PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT

Le Maire de la Commune de LA VOULTE-SUR-RHÔNE (Ardèche) ;

VU le Code des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6 ;

VU la Loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes et complétée par la Loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et n° 83-8 du 7 janvier 1983 ;

VU le Code de la Route ;

VU le Code de la Voirie Routière ;

VU l'arrêté interministériel du 24/11/1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – huitième partie-signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 06/11/1992 modifié) ;

VU la demande présentée par la société RAMPA TP, Parc industriel Rhône Vallée Nord 07250 Le Pouzin, agissant pour le compte de la CAPCA, pour intervenir à tout moment en 2026 sur l'ensemble du réseau d'assainissement de la commune,

Considérant qu'il convient d'assurer le bon ordre et la sécurité sur les voies publiques ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : *Autorisation* : dans le cadre de travaux urgents d'exploitation, de maintenance et de réparation sur l'ensemble du réseau d'assainissement public communal, **la société RAMPA TP**, pour le compte de la CAPCA, est autorisée à occuper le domaine public routier communal **du 1^{er} janvier au 31 décembre 2026. (OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC).**

ARTICLE 2 : *Circulation et stationnement* : pendant toute la durée des travaux et à hauteur du chantier :

La chaussée pourra être rétrécie voire barrée. La circulation des véhicules se fera alors par alternance ou une déviation sera mise en place. La vitesse maximale de tous véhicules (hors véhicules d'intervention et de secours) pourra être réduite. La circulation des piétons sur trottoir sera maintenue ou supprimée. Le stationnement des véhicules sera considéré comme gênant au regard de l'article R 417-10 du code de la route et sera susceptible de faire l'objet d'une procédure de mise en fourrière immédiate. La société RAMPA TP s'engage à aviser systématiquement par mail les services de la mairie avant chaque intervention. Le Maire se réserve le droit de reporter certaines interventions en fonction des besoins.

ARTICLE 3 : *Affichage* : La signalisation réglementaire adéquate, en application des dispositions du Code de la route, de l'arrêté interministériel du 06/06/1997 et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application, sera installée par l'entreprise. Il est précisé que la mention de l'interdiction de stationner devra être installée au minimum 8 jours avant le début de l'opération sauf en cas d'intervention en urgence au plus tôt, faute de quoi, la réglementation temporaire du stationnement définie à l'article 2 ne pourra être appliquée.

N°2026-01-08

- ARTICLE 4 :** *Responsabilité* : l'autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Les titulaires sont responsables tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter soit de la réalisation de ses travaux, soit de l'installation de ses biens mobiliers, soit par défaut ou insuffisance de signalisation
- ARTICLE 5 :** Des mesures complémentaires pourront être prises momentanément par les agents de la force publique, en fonction des impératifs de sécurité.
- ARTICLE 6 :** le Commandant de la Brigade de Gendarmerie et les Agents de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les formes habituelles. Cet arrêté sera affiché de façon visible sur chaque lieu d'intervention par son titulaire.

Fait à LA VOULTE-SUR-RHÔNE, le vendredi 16 janvier 2026.

Le Maire,

Bernard BROTTES